

Monsieur le sous-préfet,
Mesdames et Messieurs les élus,
Mesdames et Messieurs les directeurs, les chefs de service incendie, hospitaliers, de recherche,
Mesdames et Messieurs

Je suis très heureux de vous accueillir à Marseille, dans cet hémicycle où siège habituellement notre assemblée délibérante régionale. Je vous remercie de votre présence, de votre participation qui place ces rencontres, les troisièmes du genre, comme un temps fort de notre vie citoyenne en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Je tiens, tout d'abord, à remercier et à excuser le président du Conseil régional qui, retenu par d'autres obligations, met à notre disposition cet espace propice à nos discussions.

Nous avons lancé le projet Medacthu, voici très exactement deux ans, par une chaleur accablante et dans une salle surchauffée. Nous concluons ce projet dans cet espace symbolique, doté de toutes les commodités, afin de rendre hommage aux travaux des délégations internationales, régionales et de leurs O.N.G. respectives.

A cet instant de mon propos et au nom du Président Vauzelle, je souhaiterais rendre hommage au soutien permanent que nous ont apporté :

- Madame Chabas pour ses conseils techniques avisés et pour sa disponibilité dans ses fonctions de certificateur national,
- Les services de Monsieur le Secrétaire Général aux Affaires Régionales, pour leur réactivité et leur constant accompagnement,
- Le service « Europe » de notre institution pour la qualité de ses recommandations,
- Et enfin Madame Flaminia Frinchi du Secrétariat Technique Conjoint du programme Medocc qui a financé ce projet, et pour sa disponibilité et son efficacité.

Nous étions, voici deux ans, une soixantaine de congressistes motivés, prêts à nous engager dans cette aventure interrégionale. À cette époque, la Région, pour faire face aux catastrophes de toutes natures, pouvait se reposer sur un Comité de Solidarité Internationale dont le secrétariat et l'animation étaient assurés par la mission humanitaire internationale. Nous ignorions alors que moins de deux mois plus tard, cet embryon de réseau Medacthu qui se mettait en place allait devoir faire face aux événements du Liban. Nous n'avions à cette époque, ni banque de données, ni plan d'intervention coordonnée pour une action conjointe.

Nous avons donc fait face à cet événement, aux côtés du ministère des affaires étrangères, des O.N.G. et de la Fédération Nationale de la Protection Civile en tant que coordonnateur.

Grâce à la très forte implication de son Directeur général -je veux parler de Mr Paul Francheterre- mais grâce aussi à la très forte générosité d'un certain nombre de donateurs, appartenant aux Comité régional de solidarité internationale, en moins d'une semaine nous avons pu :

- Collecter 60 m3 de matériel humanitaire,
- Charger ce matériel dans le bateau affrété par le MAE,
- Puis veiller à son acheminement vers Beyrouth.

Les enseignements que nous avons pu tirer de cet événement tragique, mais aussi de notre intervention en Asie du sud-est lors du tsunami en 2005, ont renforcé notre détermination pour faire aboutir ce projet d'action humanitaire en Méditerranée, notre projet MEDACTHU.

Il apparaissait évident qu'il nous fallait franchir un certain nombre d'étapes si nous souhaitions devenir vraiment opérationnels à un niveau régional face à de tels événements.

Et c'est la raison pour laquelle, lors de nos Deuxièmes Rencontres en Arles, Michel Vauzelle, dans son discours d'ouverture, a rappelé le cadre de cette nouvelle stratégie :

Il convenait, pour répondre à cette ambition, de pouvoir, tout d'abord, disposer d'informations précises sur les O.N.G. appartenant à chacune de nos régions.

Si nous voulions les associer utilement à une intervention dans le cadre de MEDACTHU. Il nous fallait au minimum bien les connaître.

Ces informations devaient pouvoir nous permettre de cerner dans l'urgence leurs compétences, leurs zones d'intervention géographique, les moyens humains et les matériels mobilisables.

Il nous fallait aussi, face à l'ampleur des catastrophes, travailler en inter région, penser à un niveau européen afin de regrouper nos moyens intellectuels et financiers au sein d'une task- force humanitaire.

Pour autant, les compétences dont disposaient les institutions régionales apparaissaient très différentes d'un pays à l'autre. Un travail d'approfondissement des réalisations effectives de chacune de nos régions dans le domaine de la gestion humanitaire des catastrophes devait être conduit par le groupe de pilotage de ce projet et ce, sur le terrain.

Nous n'avions pas le droit de parler d'action humanitaire si nous n'en faisons pas ou qu'accessoirement.

Nous manquions aussi cruellement d'un référentiel commun nous permettant de nous projeter de façon cohérente sur le terrain des opérations. Force était de constater qu'à chaque catastrophe le même problème se posait. D'un côté les services publics intervenaient dans un cadre de cohérence n'intégrant ni les partenaires associatifs ni les O.N.G., et ce n'est que dans un second temps, souvent dans la confusion, que ce dernier partenaire était mobilisé. Un travail commun entre institutions publiques et O.N.G. autour d'exercices de simulation visant l'opérationnalité s'imposait de façon évidente.

Si nous ne pouvions, dans l'urgence, intervenir de façon cohérente et concertée, rien ne nous empêchait, au moins dans les périodes de calme, de préparer entre nous le cadre méthodologique d'une action conjointe.

Enfin, à cette même époque, nous prenions conscience de l'utilité de doter cette force d'intervention interrégionale de moyens de télécommunication avancés. Ces moyens de télécommunication trouvaient leur utilité dans le lien à établir entre :

- les O.N.G. agissant sur le terrain pour le compte du réseau MEDACTHU,
- le centre de coordination de ce réseau installé dans le pays sinistré,
- le chef de file du réseau Medacthu, c'est-à-dire la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- les référents des Régions partenaires de ce Réseau

Il apparaissait, en effet, qu'au cours de chacune de ces catastrophes, les réseaux de télécommunication étaient systématiquement détruits et qu'il ne servait à rien de monter un plan d'interventions conjointes sans instrument de liaison sur le terrain des opérations.

Nous avons donc résolument entrepris ces quatre chantiers :

- en construisant la première banque de données interrégionales sur les compétences humanitaires en Méditerranée,
- en réalisant dans chacune des régions partenaires du projet, avec ses propres acteurs de terrain, un séminaire d'études des actions locales de gestion humanitaire des catastrophes associant pouvoirs publics et société civile,
- en préparant, puis en réalisant une des premières simulations internationales à Larissa, prenant en compte l'intervention des O.N.G au côté des pouvoirs publics,
- en participant à la définition du cahier des charges sur la création d'un outil de liaison et de télécommunication avancé mobilisable en temps de crise par les partenaires du réseau Medacthu.

Depuis lors, des événements marquants se sont déroulés au niveau international, dont les conséquences peuvent être préjudiciables à la gestion des crises liées aux risques majeurs en Méditerranée.

